

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Québec
Dossier : 1042223-71-2009
(CM-2020-4417)
Dossier accréditation : AQ-2001-6356

Montréal, le 17 décembre 2020

DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Dominique Benoît

Ville de Pont-Rouge
Employeur

et

**Syndicat canadien de la fonction publique,
section locale 5283**
Association accréditée

DÉCISION

ATTENDU qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail¹ (le Code), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

ATTENDU que l'employeur visé par la présente décision, soit une municipalité, constitue un service public au sens de l'article 111.0.16 du Code du travail;

¹ RLRQ, c. C-27.

ATTENDU que l'association accréditée représente :
« **Tous les salariés cols bleus au sens du Code du travail.** »

De : **Ville de Pont-Rouge**
10, rue de la Fabrique
Pont-Rouge (Québec) G3H 1A1

Établissements visés:

Tous les établissements;

ATTENDU qu'une grève dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :

ORDONNE à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du Code du travail en cas de grève;

SUSPEND l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23.

Dominique Benoît

M. Pierre Gignac
Pour l'employeur

M^{me} Kathia Lepage
Pour l'association accréditée

/sc